



AGENCE : LILLE MARCQ EN BAROEUL

Votre interlocuteur Apave : **Sandrine FAZIO**

Email : sandrine.fazio@apave.com

Tél : 0671222590

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES
PENITENTIAIRE

A l'attention de : **Bertrand DENOYELLE**

Email : bertrand.denoyelle@justice.fr

Tél : 0320636666



RAPPORT PREALABLE DE CONTROLE TECHNIQUE

VALENCIENNES - MAISON D'ARRET - MISE EN ACCESSIBILITE - VALENCIENNES

N° D'AFFAIRE : C23025622
N° CHRONO : 1
N° VERSION : Hors lot
électricité

CE RAPPORT
A ETE VALIDE PAR LE
CHARGE D'AFFAIRE LE
28/04/2023

SIGNATURE
FAZIO Sandrine

CHANTIER

75 Rue Lomprez

59322 VALENCIENNES



OBSERVATIONS

Ce rapport comporte 14 pages

Retrouvez votre actualité sur www.apave.com

Date : 28/04/2023 - Version Hors lot électricité

Apave Infrastructures et Construction France, Société par actions simplifiée
sis 6 Rue du Général Audran 92412 COURBEVOIE cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 903 869 071

CONTEXTE DU RAPPORT

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les ouvrages concernés par sa mission en phase conception, sur la base des éléments transmis et mentionnés au § Documents examinés

Il s'agit d'un rapport réalisé :
 Avant envoi du dossier de consultation des entreprises

Missions objet du rapport :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
Hand-ERP	Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONFIEES

Les missions objet de notre contrat de contrôle technique sont les suivantes :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH
Hand-ERP	Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées

ETENDUE DES MISSIONS

Conformément à notre contrat, l'étendue des missions est précisée pour les éléments de mission ci-dessous :

L - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier et les sollicitations associées ;
- l'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels à caractère exceptionnel (cyclones, tempêtes, inondations, séismes, avalanches, ...) ;
- les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol (cas d'exploitation minière en fonctionnement ou d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières) ;
- les risques technologiques (explosion, ...) ;
- l'examen des revêtements de sols ;
- les aménagements spécifiques des activités professionnelles ;
- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien, à la maintenance des constructions.

LE - Sont exclus de la prestation :

- Le diagnostic préalable des existants affectés par les travaux neufs ;
- L'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant ces existants.

PS - Sont exclus de la prestation (sauf dispositions particulières) :

- Les éléments non structuraux au sens de l'eurocode 8 qui ne sont pas explicitement visés par les dispositions réglementaires de l'arrêté du 22 octobre 2010 modifié tels que : éléments de fixations des meubles lourds et des bibliothèques supportés par des planchers, les signalisations et panneaux d'affichage etc...
- L'examen des dispositions techniques de nature à permettre le maintien en exploitation de certaines parties de bâtiment après le séisme, notamment les bâtiments de catégorie d'importance IV selon l'arrêté du 22 octobre 2010 modifié.

P1 -

SEI - Cette mission ne concerne pas la sécurité des biens

Hand-ERP - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- L'établissement de l'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité, prévue par l'article L. 122-9 du CCH,
- L'accessibilité des lieux de travail au personnel handicapé en application des articles R.4214-26 à R.4214-29 et R.4217-2 du code du travail, qui relève de la mission HAND-T,
- l'accessibilité des bâtiments d'habitation aux personnes handicapés en application des articles R.162-1 à R.162-7 et R.163-1 à R.163-4 du CCH, qui relève de la mission HAND-H.

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES	5
2. DESCRIPTION DE L'OPERATION	6
3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION	7
4. SYNTHESE DES AVIS	8
5. AVIS AU STADE CONCEPTION	9
6. DOCUMENTS EXAMINES	14
7. DIFFUSION	14

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1 OPERATION

VALENCIENNES - MAISON D'ARRET - MISE EN ACCESSIBILITE
MISE EN ACCESSIBILITE

Permis de construire ou autorisation administrative

Nous ne disposons pas de la date de dépôt de la demande d'autorisation administrative:

A défaut nous avons pris en compte une date de référence pour le choix de la réglementation applicable.

Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage.

Date de référence prise par défaut : 23/03/2023

Selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage

- Date prévisionnelle de début de chantier : Non communiquée
- Montant prévu des travaux : 400 000 € HT
- Durée prévisionnelle du chantier : 16 mois

Classement réglementaire :

- Etablissement pénitentiaire : Prisons

1.2 MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'Ouvrage : DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES
PENITENTIAIRE
123 RUE NATIONALE
59034 LILLE CEDEX

1.3 MAITRISE D'ŒUVRE

Maître d'œuvre : BUREAU D'ÉTUDE IPH
831 rue Quentin de la Tour
02100 HARLY

2. DESCRIPTION DE L'OPERATION

2.1 DESTINATION DES LOCAUX

Pour l'établissement du présent rapport, la destination des ouvrages portés à notre connaissance prend en compte les usages suivants :

Service public : Pénitentiaire

3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION

3.1 MISSIONS COMPLEMENTAIRES RECOMMANDEES

Compte tenu des enjeux de l'opération pour le maître d'ouvrage et des risques identifiés, nous recommandons à la maîtrise d'ouvrage les missions complémentaires suivantes

4. SYNTHESE DES AVIS

4.1 PAR OUVRAGE

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique nos avis sur ouvrage dans le cadre des missions confiées



FONDATIONS

Dispositions générales



TERRASSE ETANCHEE INACCESSIBLE

Revêtement autoprotégé



STRUCTURE EN MACONNERIE

Dispositions générales



DISPOSITIONS GENERALES DES GARDE-CORPS

4.2 PAR EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique les exigences réglementaires potentiellement non respectées sur le projet



SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

GENERALITES - (Art. 2 à 24)



Hand-ERP - Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées

ACCES AU BATIMENT - (Art. 11)



RENETEMENT DE SOLS, MURS
ET PLAFONDS - (Art. 14)



5. AVIS AU STADE CONCEPTION

5.1 CODIFICATION DE NOS AVIS

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

Avis Favorables (F) :

Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

Avis Défavorables (D)

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent un risque anormal vis-à-vis d'un aléas technique du fait d'un écart relevé selon les référentiels associés à l'une de nos missions, de la pérennité de l'ouvrage, des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.

Avis Suspendus (S) :

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de document,...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

Hors Mission (HM)

Elément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqués ou hors du cadre de notre mission.

Sans Objet (SO)

Elément Sans Objet dans le cadre du projet

5.2 AVIS SUR LES OUVRAGES

OUVRAGES/LOCALISATIONS		AVIS	
INFRASTRUCTURE			
FONDATIONS			
Dispositions générales			
	S	N°01 - 1	<p>Absence d'études géotechnique à ce stade du projet</p> <p>S'assurer de la reconnaissance des fondations existantes</p>
STRUCTURE			
STRUCTURE EN MACONNERIE			
Dispositions générales			
	S	N°02 - 1	<p>Le classement en catégorie d'importance de l'établissement (Catégorie IV à confirmer par le BET et MOa) ainsi que la zone de sismicité 3 sera) préciser au CCTP</p>
ETANCHEITE DE TOITURE			
TERRASSE ETANCHEE INACCESSIBLE			
Revêtement autoprotégé			
	S	N°03 - 1	<p>Prévu revêtement d'étanchéité bicouche autoprotégé sur la cage d'ascenseur.</p> <p>Les suggestions d'étanchéité et de rejet des eaux par rapport à l'existant sera à préciser.</p>
GARDE-CORPS RAPPORTES			
DISPOSITIONS GENERALES DES GARDE-CORPS			

OUVRAGES/LOCALISATIONS

AVIS

S**N°04 - 1**

Tout garde corps protégeant d'une chute de plus de 1m devra répondre de la NF P 01 012.

5.3 Avis sur exigences réglementaires – Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

EXIGENCES/LOCALISATION	AVIS
ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET MOYENS DE SECOURS - Arrêté du 18/07/2006 GENERALITES (Art. 2 à 24) Classement des locaux (Art. 2)	
S	N°E1 - 1 Arrêté du 18 juillet 2006 : "Portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle " n'est applicable qu'aux établissements pénitentiaires neufs. Nous confirmer le classement de l'établissement par retour de commission de sécurité.

5.4 Avis sur exigences réglementaires – Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées

EXIGENCES/LOCALISATION	AVIS
ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES - Arrêté du 04/10/2010	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
	S	N°E2 - 1	<p>L'établissement étant existant, notre rapport sera réalisé selon l'arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées;</p> <p>Nous confirmer que l'établissement rentre dans la définition des établissements affectés à l'exécution des peines tels que définis aux articles D. 70 à D. 72-1 du code de procédure pénale.</p>
CHEMINEMENT EXTERIEUR			
Repérage et guidage	F		
Caractéristiques dimensionnelles	F		
ACCES AU BATIMENT (Art. 11)		S	<p>N°E6 - 1</p> <p>Nous confirmer que les visiteurs "valides" sont non accompagnés.</p> <p>Nous préciser la "procédure" concernant l'accompagnement des PMR vis - vis de l'ascenseur celui ci fonctionnant par clé.</p>
REVETEMENT DE SOLS, MURS ET PLAFONDS (Art. 14)		S	<p>N°E5 - 1</p> <p>Confirmer que l'aire d'absorption équivalente des revêtements et éléments absorbants disposés dans les espaces réservés à l'accueil et à l'attente des visiteurs dans la zone parloirs doit représenter au moins 25 % de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil et à l'attente des visiteurs.</p>

6. DOCUMENTS EXAMINES

Nous avons examinés les documents suivants pour établir les avis du présent rapport.

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTAIRE

Réf ou n°	Intitulé du document	Indice	Reçu le
	DOSSIER APD reçu de M. Denoyelle le 21 Avril 2023		21/04/2023

7. DIFFUSION

DESTINATAIRE PRINCIPAL :

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTAIRE
BERTRAND DENOYELLE
bertrand.denoyelle@justice.fr

DESTINATAIRES EN COPIE :

BUREAU D'ÉTUDE IPH
CIERNIAK
batiment@iph-bet.fr